



EURATLANTIQUE : NON AU BÉTON, OUI AUX ESPACES VERTS !

Le mégaprojet immobilier Euratlantique est une atteinte grave aux conditions de vie des habitants de notre territoire. En faisant passer le béton avant tout, ce sont les conditions de vie des riverains et des futurs habitants qui sont directement menacées. **Alors qu'aucun espace vert n'est prévu, comment les habitants vont-ils pouvoir faire face aux futures canicules ? Comment vont-ils pouvoir vivre dans des conditions décentes alors qu'aucun nouveau service public n'est en vue : pas de nouvelle école, pas de permanence santé adaptée, pas d'équipements sportifs... Et pourtant les immeubles s'érigent à toute vitesse rue Amédée St-Germain et à Belcier.**

"Résister à ce projet immobilier démesuré et écouter la parole des habitants !"

Face à ce projet démesuré, les habitants se sont organisés en collectif pour défendre leurs conditions de vie dans le quartier. Heureusement, face à la mobilisation des riverains, le maire de Bordeaux a pris la décision de suspendre les projets d'extension des constructions rue Amédée St-Germain.

La mobilisation paye mais je reste très vigilant sur ce dossier. Pour continuer à lutter ensemble contre cette bétonisation massive, nous avons fait circuler auprès des habitants de Bordeaux une pétition demandant une consultation citoyenne, pétition que vous pourrez retrouver sur mon blog.



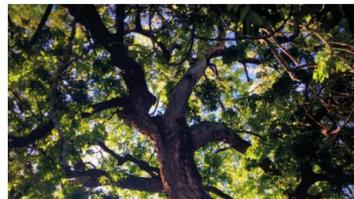
LES ARBRES DE BAGATELLE LE PROJET HOSPITALO-IMMOBILIER BAHIA SE POURSUIT À MARCHÉ FORCÉE, MALGRÉ LA CRISE SANITAIRE !

L'hôpital Robert Picqué a joué un rôle majeur au printemps 2020. Il a pris en charge des dizaines de patients en provenance de tout le territoire national, passant en urgence de 10 à 15 lits de réanimation, afin de soulager les hôpitaux publics saturés pendant la première vague.

Pourtant, cet hôpital qui possède toutes les habilitations pour faire face à une pandémie, sera fusionné avec la clinique Bagatelle, perdant au passage de nombreuses spécialités médicales et des hectares d'espaces. Les citoyens, eux, y perdent un accès aux soins rapide et efficace et voient leur cadre de vie se détériorer. **Dans le magnifique parc arboré de Bagatelle, 28 arbres sont en sursis, bientôt abattus pour y construire 230 logements, 2 barres de 22 mètres de haut chacune.** Les sirènes des ambulances qui défilent continuellement vont remplacer le chant des oiseaux.

"Pour conserver l'hôpital Robert Picqué et pour faire de son parc un poumon vert en ville"

Face à ce désastre sanitaire et environnemental, j'ai émis de nombreuses propositions pour conserver l'hôpital Robert Picqué et pour faire de son parc un poumon vert en ville. Vous pouvez retrouver ce dossier sur mon site internet ainsi qu'une pétition en ligne pour sauver les 28 arbres majestueux de Bagatelle.



STARLINK LE PROJET DÉMESURÉ D'ELON MUSK PART DE VILLENAVE-D'ORNON... SANS MÊME NOUS EN INFORMER !

La nouvelle folie techno-béate d'Elon Musk débarque à Villenave-d'Ornon ! Ce milliardaire américain veut lancer des dizaines de milliers de satellites à très basse altitude afin de couvrir toute la planète d'ondes. En plus de consommer bien trop d'énergie, d'empêcher l'observation du ciel étoilé et de gêner la migration des oiseaux, **le projet Starlink se fait dans le dos des habitants !** C'est par voie de presse que nous avons appris l'implantation d'une antenne relais en plein Villenave-d'Ornon, alors qu'il n'existe aucune étude d'impact sur la santé et l'environnement. Je demande à ce que l'on applique le principe de précaution et que la mairie organise une consultation des citoyen-nes sur ce sujet et exige des études environnementales sérieuses !



LOÏC PRUD'HOMME DÉPUTÉ À VOS CÔTÉS

Mon tour de la circo à vélo
Toujours accessible,
retrouvez-moi près de chez vous !

À Bègles

Mercredi 5 mai | 10h-12h | Sur le marché du cours Victor Hugo
Samedi 8 mai | 10h-12h | Sur le marché du 14 juillet

À Talence

Mercredi 12 mai | 10h-12h | Sur le marché à Forum
Dimanche 16 mai | 10h-12h | Sur le marché de Thouars

À Bordeaux

Lundi 3 mai | 16h-17h | Sur la place Ferdinand Buisson
Jeudi 6 mai | 16h-18h | Sur la place Nansouty

À Villenave-d'Ornon

Dimanche 9 mai | 10h-12h | À Chambéry devant le Carrefour Contact
Samedi 15 mai | 10h-12h | Devant la boulangerie du vieux Bourg

Venez échanger sans rendez-vous avec votre député tous les 1^{ers} vendredis du mois à sa permanence parlementaire !
PROCHAINE DATE : VENDREDI 7 MAI DE 14H À 19H
281 ROUTE DE TOULOUSE, VILLENAVE-D'ORNON

Pour retrouver toutes les dates, rendez-vous sur mon site internet
loicprudhomme.fr

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE.



L'ACTUALITÉ DU DÉPUTÉ LOÏC PRUD'HOMME

N°8 | NUMÉRO SPECIAL

Bordeaux Sud – Bègles
Talence – Villenave d'Ornon



YOUTUBE
Loïc Prud'homme
député insoumis



INSTAGRAM
loicprudhomme.fi



FACEBOOK
Loïc Prud'homme



TWITTER
@PrudhommeLoic



MAIL
contact@loicprudhomme.fr

SPÉCIAL SANTÉ ENVIRONNEMENTALE

EDITO

UNE SEULE SANTÉ !

L'idée que la santé humaine, la santé environnementale et la santé animale sont intimement liées, est nouvelle mais pourtant de bon sens. C'est cette logique que je défends à l'Assemblée nationale : nous ne préserverons pas notre santé, y compris contre les virus, sans protéger notre environnement. Un air sain, de l'eau préservée des pesticides et autres polluants, une biodiversité restaurée, des écosystèmes naturels protégés.

"Nous ne préserverons pas notre santé y compris contre les virus sans protéger notre environnement"

Mais protéger notre santé et donc notre environnement, c'est s'affronter aux puissances de l'argent qui n'acceptent aucune limite à leur cupidité, pas même nos vies. C'est tout le contraire de la politique d'Emmanuel Macron depuis 2017. Il a d'ailleurs justifié son échec cuisant sur la disponibilité des vaccins Covid en disant avoir respecté les intérêts financiers des entreprises multinationales. L'argent plutôt que les gens ! Ce printemps 2021, il présente aux députés une loi "climat" qui porte la même logique écologique : aucune décision politique contraignante permettant une véritable lutte contre le réchauffement climatique mais des milliards d'euros d'argent public versés sans conditions aux industries les plus polluantes. Les 149 propositions de la convention citoyenne servent désormais à caler les armoires de l'Élysée !

"Aucune décision politique contraignante permettant une véritable lutte contre le réchauffement climatique"

Le problème, c'est que cette écologie du "capitalisme vert" nous menace directement : la biodiversité s'écroule, les sols sont artificialisés et l'air pollué, l'eau vient à manquer et les forêts à disparaître. C'est notre santé à tous qui est menacée. L'argent ne nous guérira pas, pas plus qu'il ne pourra nous nourrir ! Il ne reconstruira pas les écosystèmes détruits.



Les citoyen-nes ne sont plus dupes et nous sommes nombreux à nous battre désormais contre les pesticides et les grands projets inutiles, pour une production alimentaire locale et biologique et pour l'application absolue du principe de précaution.

"L'argent ne nous guérira pas, pas plus qu'il ne pourra nous nourrir ! Il ne reconstruira pas les écosystèmes détruits"

Défendre une écologie populaire où aucune décision ne doit nuire à la santé environnementale, humaine et animale. Défendre une bifurcation qui n'oppose pas activité économique et écologie. Voilà les impératifs qui guident mon action depuis le début de mon mandat, à l'Assemblée nationale et ici, sur le terrain.

Bonne lecture,
Loïc Prud'homme

ET PENDANT CE TEMPS LÀ,
LA FRANCE INSOUMISE C'EST :



136
en commission

276
en séance

**NOMBRE D'AMENDEMENTS
DÉPOSÉS POUR AMÉLIORER
LA LOI CLIMAT**



54
INTERPELLATIONS
AU GOUVERNEMENT SUR
DES QUESTIONS ÉCOLOGIQUES



5
HECTARES DE ZONE NATURELLE
SAUVÉS GRÂCE À NOTRE MOBILISATION
CONTRE LA PLATEFORME COLIS
DE LA POSTE À CADAUJAC

6 PROPOSITIONS DE LOI QUE J'AI DÉPOSÉ POUR DÉFENDRE L'ENVIRONNEMENT ET NOTRE SANTÉ



1° Protéger la population des dangers de la Malbouffe

La nourriture industrielle a de graves conséquences sur notre santé et notre environnement. J'ai présenté plusieurs propositions pour permettre de nous en libérer : renforcer l'information des consommateurs grâce au nutriscore, interdire les publicités pour la malbouffe à destination des enfants ou encore limiter le nombre d'additifs autorisés dans les aliments transformés.



4° Lutter contre l'obsolescence programmée

Il s'agit de lutter contre la fin de vie programmée de nos objets du quotidien. Cette pratique de l'obsolescence programmée a des conséquences environnementales désastreuses. L'idée de cette loi est que les produits soient maintenant garantis pendant 10 ans et toutes les pièces détachées disponibles pour la réparation. Pour résumer : passer de la société du "jetable" à celle du "durable" !



2° Pour des semences paysannes

Il s'agit de donner des moyens légaux aux agriculteurs qui se battent pour préserver notre biodiversité en leur permettant d'avoir accès à une grande variété de semences. Cela permettra de conserver des centaines de variétés végétales qui disparaissent face à l'uniformisation des produits exigée par les grandes surfaces. En somme, il s'agit de favoriser la variété de notre alimentation et que nous puissions retrouver le bon goût de la tomate de grand-mère chez nos producteurs et marchands de fruits et légumes !



5° Pour des zones sans pesticides

Pour protéger les riverains des épandages de pesticides, j'ai déposé une loi pour qu'une zone de 200 mètres soit garantie entre les épandeurs de pesticides et les habitations. Plus d'informations sur la page suivante !



3° Contre les dégâts du e-commerce

Le modèle des géants du web comme Amazon ou Ali Baba se répand et les entrepôts gigantesques se multiplient et bétonnent nos campagnes. Seulement, ces multinationales ne paient pratiquement pas d'impôts en France et leurs activités sont lourdes de conséquences environnementales et sociales ! J'ai proposé de taxer leur chiffre d'affaire à hauteur de 20% et d'interdire la construction d'entrepôts géants.



6° Une loi contre les méfaits de la publicité

Près de 2000 messages publicitaires par jour qui nous poussent, à consommer sans fin. L'essence même de la publicité est là : créer des besoins artificiels pour inciter toujours plus à la consommation. Ce sont des milliards d'euros investis chaque année en publicité par les industries les plus polluantes pour nous faire avaler inacceptable. J'ai proposé d'interdire toute publicité en faveur des industries polluantes et la fin des panneaux sources de pollution lumineuse en ville.

UN DÉPUTÉ POUR DÉBARRASSER NOS CHAMPS ET NOS ASSIETTES DES PESTICIDES !

Du champ à l'assiette, nous sommes inondés de pesticides dont certains sont extrêmement nocifs pour notre santé et notre environnement. Depuis le début de mon mandat, je multiplie les actions pour sortir ces poisons de nos vies. Ce que je pensais être une simple démarche de bon sens s'est révélée être un véritable parcours du combattant contre le Gouvernement et les lobbys des pesticides...

UNE LOI POUR PROTÉGER LES RIVERAINS DES PESTICIDES

Tout est parti d'un cheveu. Des habitant-es du Médoc, au milieu des vignes, ont fait analyser les cheveux de leurs enfants. Résultat : on y trouve des dizaines de pesticides, parmi les plus dangereux. J'ai donc porté une loi pour qu'il y ait autour des habitations et des établissements accueillant du public comme les écoles, une zone sans pesticide. Les habitant-es concernés demandaient 200 mètres entre les pulvérisateurs et les cheveux de leurs enfants. Le Gouvernement a jugé que c'était trop et a tranché pour 10 mètres ! Pour ces gens, la santé du porte-feuille des multinationales des pesticides primerait toujours plus sur la santé des habitant-es !

CACHEZ CES MALADIES QUE JE NE SAURAI VOIR

" En Gironde, il n'y a aucun registre qui permette de faire le suivi du nombre de cancers "

Pour préparer cette loi, j'ai travaillé avec des associations qui demandent une meilleure prise en compte des cancers. Il paraîtrait que leur nombre augmente dans notre département. J'ai voulu chercher des chiffres et je n'en ai pas trouvé, pour la simple et bonne raison qu'il n'en existe pas.

En Gironde, il n'y a aucun registre qui permette de faire le suivi du nombre de cancers.

JE VOUDRAIS
LES CHIFFRES
DES CANCERS.

IL N'Y EN
A PAS.

OH, GÉNIAL !
IL N'Y A PAS
DE CANCER !

NON.
IL N'Y A PAS
DE CHIFFRES.



Pourtant nous savons, grâce au combat de plusieurs associations, que l'exposition à certains pesticides les plus dangereux peut favoriser l'apparition de cancers. J'ai donc demandé au Gouvernement de créer un registre des cancers en Gironde pour pouvoir avoir une véritable politique de santé publique et de prévention mais le ministre a rejeté cette proposition d'un revers de la main. Circulez, y a rien à voir !

LA BATAILLE CONTRE L'ANSES SUR L'ÉVALUATION DU GLYPHOSATE

Fin 2017, Macron promettait la sortie de la France du glyphosate, mais c'était du vent. Nous sommes en 2021, et ça pulvérise toujours dans le monde agricole non bio.

Le glyphosate est autorisé à la vente dans l'Union Européenne jusqu'à fin 2022, et la France fait partie des pays chargés de sa réévaluation.

À ce titre, le Gouvernement a demandé à l'Anses (agence française qui assure la santé sanitaire des aliments pour les humains et les animaux) de tirer au clair la controverse sur la cancérogénicité du glyphosate. Pour cela, les ministres ont demandé à l'Anses d'établir un cahier des charges pour des études scientifiques indépendantes, et de lancer un appel d'offre à partir de ce cahier des charges.

C'est là que les embrouilles ont commencé et j'ai dénoncé dans l'hémicycle ce scandale : l'Anses avait choisi 5 scientifiques pour rédiger le cahier des charges, qui s'est avéré si restrictif qu'un seul laboratoire a pu y répondre, dirigé par la même personne qui avait rédigé le cahier des charges ! L'Anses ne semblait pas s'encombrer de questions déontologiques sur cette question !

" J'ai saisi le procureur de la République de ce dossier, estimant qu'il y avait là des prises illégales d'intérêts et du favoritisme, ce qui est condamné par la loi. Le dossier est en cours côté justice, afin que les responsables répondent de leurs actes. "

Les ficelles étaient trop grosses et face à la pression mise par quelques parlementaires et par la presse, l'Anses est revenu sur son choix et le laboratoire s'est retiré.

Affaire à suivre sur mon site : loicprudhomme.fr



DES PROCÉDURES BAÏLLONS CONTRE LES DÉFENSEURS DE L'ENVIRONNEMENT

En ce moment, oser critiquer à voix haute la présence de pesticides cancérogènes dans les vins de Bordeaux peut vous attirer de gros ennuis. Plusieurs en ont fait les frais récemment : la présidente de l'association *Alertes Aux Toxiques* a été condamnée à 125 000 euros de dommages et intérêts pour avoir "dénigré" les vins de Bordeaux. Avec ça on pourrait financer la reconversion de dizaines d'hectares en bio ! Sylvie, militante anti-pesticides de haute Gironde a, elle aussi, eu droit à sa petite lettre de menace : "la directrice de l'INRAE me met en cause parce que j'ai repris sur mon blog des passages d'un livre contre les pesticides qui lui déplait".

Cette chasse aux voix dissonantes poursuit l'œuvre de la "cellule Demeter", une cellule de gendarmerie créée spécialement pour lutter contre un agri-bashing fantasmé.

"En réalité, il s'agit de museler celles et ceux qui s'opposent à l'agriculture industrielle gavée aux pesticides, système dont les agriculteurs sont les premières victimes !"

Pour soutenir toutes celles et ceux qui s'élèvent contre l'empoisonnement de nos champs et de nos assiettes, vous pouvez adhérer aux nombreuses associations de lutttes contre les pesticides qui travaillent dans toute la Gironde.

Plus d'informations sur mon site internet : loicprudhomme.fr